

Unité départementale du Hainaut  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille , le 01/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FORGITAL-DEMBIERMONT SAS**

4 rue Jules Campagne  
BP 10089  
59330 HAUTMONT

Références : FORGITAL- D - VI Quotas 2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement FORGITAL-DEMBIERMONT SAS implanté 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 HAUTMONT. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site Forgital Dembiermont de Hautmont relève du système d'échange de quotas d'émissions de l'union Européenne. A ce titre, le site doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 sur la base d'un plan de surveillance.

Depuis le 30 septembre 2021, le format (obligatoire) du fichier a été modifié et l'exploitant n'avait pas déposé sur la plateforme "démarches simplifiées" les fichiers ad-hoc.

La visite s'est inscrite dans ce cadre, afin de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires et contrôler sur le site, la présence des moyens de surveillance des émissions de CO2.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FORGITAL-DEMBIERMONT SAS
- 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 HAUTMONT
- Code AIOT dans GUN : 0007000688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site relève du SEQE pour son activité de transformation des métaux ayant une puissance colorifique supérieure à 20 MWth.

Le site dispose de fours de chauffage des pièces métalliques à former et de fours pour le traitement thermique des métaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan de surveillance et plan méthodologique de surveillance
- Moyens de comptage des émissions de CO2

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

A la date de la visite, le site n'avait pas déposé le plan de surveillance exigé par la réglementation. Ce plan a été déposé sur la plateforme démarches simplifiées le 9 février 2022 et validé par la DREAL le 22 février 2022 .

La visite a montré que l'exploitant dispose des moyens de surveillance des émissions de CO2. L'exploitant n'ayant pas satisfait, en 2019, à ses obligations pour l'inscription du site sur les listes des sites Français pouvant bénéficier de l'allocation de quotas gratuits, celui-ci ne perçoit pas de quotas gratuits. Ainsi, le site n'a pas à surveiller ni déclarer ses niveaux d'activité.

En l'absence d'allocation de quotas gratuits et compte tenu du coût du quotas CO2 dans cette IV<sup>ème</sup> phase du SEQUE, le site prévoit de restructurer ses activités et de modifier ses installations pour éventuellement sortir du système d'échange. Ces modifications devront être déclarées à Mr Le Préfet du département par un porter à connaissance en application de l'article R 229-17 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point classement SEQE	Règlement européen du 13/10/2003, annexe 1	/	Sans objet
transmission du PDS	Arrêté Ministériel du 31/12/2020, article 2	/	Sans objet
Comptage gaz	Règlement européen du 19/12/2018, article 6	/	Sans objet
Allocation quotas gratuits	Règlement européen du 13/10/2003, article 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le visite a permis de constater que le site dispose de moyens de surveillance des émissions de CO2. Le PDS, qui n'avait pas été déposé avant le 30 septembre 2022, a été déposé le 9 février et validé par la DREAL le 22 février 2022.  
Ce PDS servira à la déclaration des émissions 2021, cette déclaration est à faire sur la plateforme GEREP.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Point classement SEQE

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 13/10/2003, annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, soumission au SEQE
<b>Prescription contrôlée :</b> Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est à 20 MW sont exploitées. La transformation supérieure comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage.
<b>Constats :</b> La puissance totale des fours en activité dépasse les 20MW, pour ce calcul, il n'est tenu compte que des installations supérieures à 3 MW. Les installations en fonctionnement, de plus de 3MW représentent au total une puissance de plus de 60 MW . Compte tenu de cette puissance, le site est soumis au système d'échange de quotas d'émissions de l'union européenne. L'exploitant nous a fait part de son intention de modifier plusieurs fours soit en les changeant pour de l'électrique, soit en baissant la puissance des brûleurs. Ces modifications sont susceptibles de porter la puissance totale du site (somme des puissances des installations de plus de 3MW) à un niveau inférieur à 20MWth. Dans ce cas, le site pourrait sortir du SEQE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : transmission du PDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, PDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants [...] utilisent la dernière version des modèles électroniques édictés par la Commission européenne, disponibles sur le site du ministère, pour soumettre : la déclaration des données de référence, la déclaration d'un nouvel entrant, le plan méthodologique de surveillance, la déclaration des émissions, la déclaration des niveaux d'activité, le rapport d'amélioration et le rapport de vérification de la déclaration des niveaux d'activité, à partir du 1er janvier 2021 ; - le plan de surveillance des émissions à partir du 1er septembre 2021 ; - le rapport de vérification de la déclaration des émissions à partir 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite l'exploitant n'avait pas déposé son PDS sur le site "démarches simplifiées". La date du 1er septembre 2021 étant dépassée, les obligations ont été rappelées à l'exploitant. Celui-ci a déposé un PDS à jour (prise en compte du FO de 1 pour le gaz naturel) le 9 février 2022. Le PDS a été validé par la DREAL le 16 février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Comptage gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, contenu du PDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants [...] recueillent, enregistrent, rassemblent, analysent et étayent les données de surveillance, et notamment les hypothèses, les références, les données d'activité et les facteurs de calcul, de manière transparente, de façon à permettre au vérificateur et à l'autorité compétente de reproduire la détermination des émissions.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un compteur relevant de la métrologie légale à l'entrée du site. Ce compteur est géré par le fournisseur de gaz naturel. Ce compteur répond à la description qui en est faite dans le PDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Allocation quotas gratuits**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 13/10/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Allocation de quotas gratuits
<b>Prescription contrôlée :</b> La liste des installations couvertes par la présente directive pour la période de cinq ans débutant le 1er janvier 2021 est présentée le 30 septembre 2019 au plus tard, et les listes pour chaque période ultérieure de cinq ans sont présentées tous les cinq ans par la suite. Chaque liste contient des informations relatives à l'activité de production, aux transferts de chaleur et de gaz, à la production d'électricité et aux émissions au niveau des sous-installations au cours des cinq années civiles précédant sa présentation. Des quotas ne sont alloués à titre gratuit qu'aux installations pour lesquelles ces informations sont fournies. »
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté en 2019, les éléments nécessaires pour être inscrit sur les listes des établissements français pouvant bénéficier des quotas gratuits. Ainsi, le site de Hautmont ne perçoit pas de quotas gratuits pour son activité. Il doit néanmoins restituer des quotas à hauteur de ses émissions chaque année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

